

Joseph E. STIGLITZ
Le prix de l'inégalité
Les liens qui lient, Paris, 2012, 510 p.
traduction : Françoise et Paul Chemla

Joseph Stiglitz le dit avec force, l'inégalité a un prix économique (elle bride la croissance), social (elle fragilise la cohésion) et politique (elle fait douter de la démocratie).

S'il fait surtout un sévère réquisitoire contre le fonctionnement actuel de l'économie des Etats-Unis, l'analyse qu'il en propose a une portée générale sur les dérives du capitalisme financier. Premier constat : l'inégalité s'est fortement aggravée aux Etats-Unis au cours des trois dernières décennies, période durant laquelle les revenus des plus riches (dans un arrondi qui frappe les esprits, Joseph Stiglitz parle du 1 %) ont augmenté d'une façon choquante, cependant que les conditions de vie des autres (les 99 %) ont stagné ou, pour les plus pauvres, se sont dégradées en valeur absolue. Le chômage, aux Etats-Unis et ailleurs, est le symptôme le plus grave de cette crise et de cette polarisation sociale, vers le haut pour une petite minorité et vers le bas pour la grande majorité. Joseph Stiglitz ne plaide pas pour une égalité absolue, sans doute utopique et dont l'efficacité économique reste à prouver. Il met au jour les mécanismes qui produisent l'inégalité excessive et dangereuse dans laquelle l'opinion publique voit une injustice et contre laquelle, dans plusieurs pays, s'élèvent les indignés.

L'auteur dénonce d'abord les rentes. La rente ne correspond pas à une augmentation de la richesse produite, mais à un transfert de richesse. Elle donne à quelques-uns des revenus sans proportion avec leur contribution réelle à la collectivité : rémunérations extravagantes des hauts dirigeants des banques et des grands groupes industriels, que leurs résultats soient bons ou mauvais, concessions d'exploitation concédées à vil prix par l'Etat sur les ressources naturelles, surprofits réalisés par les entreprises bénéficiant d'un monopole, crédit prédateur aux dépens des emprunteurs modestes, surfacturation des biens et services dans les marchés publics... la liste est longue des processus par lesquels le 1 % fait fonctionner le système à son avantage. Alors qu'est souvent avancée l'idée que faire gagner de l'argent aux riches serait bon pour tout le monde car, par un effet de ruissellement, cet enrichissement percolerait dans toute la société et irait du haut vers le bas jusqu'aux plus pauvres, la réalité montre l'inverse, c'est-à-dire des transferts d'argent qui vont du bas vers le haut. Une question, évidemment, se pose : pourquoi l'Etat, en théorie garant du bien commun, ne met-il pas un terme à de tels abus, et pourquoi, dans une démocratie, les 99 % ne peuvent-ils pas faire valoir leurs droits face au 1 % ? De fait, non seulement l'Etat ne corrige pas la situation, mais le système politique le consolide parce que le 1 % a remplacé la formule *un homme, une voix* par *un dollar, une voix*. Entendons par là que l'argent a un poids décisif dans le jeu politique, en façonnant l'opinion lors des consultations électorales et en laissant ensuite opérer les lobbys auprès des élus. De la sorte, le 1 % a réussi à s'emparer de la puissance publique et, plus fort encore, à persuader les 99 % que leur intérêt converge avec celui de la minorité privilégiée. Pour beaucoup, les Etats-Unis sont encore perçus

comme le pays de l'égalité des chances alors que la transmission des patrimoines et le coût élevé des études supérieures font que, de plus en plus, les fonctions de responsabilité sont confisquées par une petite élite de la fortune.

Le rêve américain perdure parce qu'il est doux de rêver. Mais, quand la crise plonge dans la pauvreté des millions de familles, la réalité apporte un démenti aux mythes que sont devenus malheureusement certains principes fondateurs de l'identité américaine. Le malaise actuel est multiforme. Sa racine est économique, mais pas seulement. Il y a aussi une fragilisation de la société parce que les classes moyennes sont atteintes et se sentent menacées. Il y a enfin une érosion de la confiance dans le système politique, comme en témoignent les taux d'abstention, en particulier chez ceux qui ont perdu espoir de se voir reconnus comme citoyens.

Joseph Stiglitz termine son livre sur l'affirmation qu'il est possible d'agir. Il faut, selon lui, *équilibrer les rôles des marchés, de l'Etat et de la société civile*. S'il pointe pour les Etats-Unis les urgences prioritaires, à savoir la lutte contre le chômage et la solution à apporter à la crise immobilière, et s'il pose les bases d'un programme susceptible d'y refonder un nouveau pacte social, il avance nombre d'idées qui dépassent le cadre américain et qui doivent ailleurs aussi alimenter le débat : faire de l'équité un outil de croissance par la relance de la consommation populaire, arbitrer entre le chômage et l'inflation en mesurant d'une façon plus exacte le risque social que fait courir chacun des termes de l'alternative, régler les flux de capitaux transfrontaliers, mettre au point une fiscalité qui soit réellement progressive, rétablir l'égalité des chances en investissant dans l'éducation. Il faut concevoir un système socio-économique autre que celui en vigueur, pour des raisons de justice et d'efficacité. Cela n'est possible que si l'Etat reconquiert la place que les marchés lui ont prise. A ce titre, Joseph Stiglitz plaide contre l'indépendance des banques centrales, dispositif où il dénonce un renoncement par l'Etat d'une fonction régaliennne.

Bernard Bret